



Tout changer... pour ne surtout rien changer !

Deux mois après les élections législatives anticipées, et au mépris des résultats qui se sont exprimés, Emmanuel Macron, vient de nommer avec l'aval du Rassemblement National Michel Barnier, homme politique issu des rangs des LR comme 1er ministre. Par cette nomination, le président de la République piétine la démocratie.

Sans préjuger des mesures à venir, il serait fort surprenant que le gouvernement qui sera constitué suite à cette nomination remette en cause l'austérité budgétaire confirmée par Bruno Lemaire ces derniers jours. Ainsi le choix de la continuité des politiques ultra-libérales menant à toujours plus d'injustices, de casse des services publics mais aussi d'une politique totalement compatible avec les idées d'extrême-droite risquent d'être à l'œuvre ! Cela va renforcer une situation sociale intenable et conforter la progression du Rassemblement National le mettant encore plus aux portes du pouvoir.

Pour Solidaires Finances Publiques, la situation des finances publiques actuelle est le fruit des politiques fiscales et sociales fondées sur le dogme du moins d'impôt avec des exonérations fiscales et sociales pour les entreprises les plus riches et pour une ultra minorité de particuliers fortement aisés.

Non, la dette et le déficit ne sont pas issus de trop de dépenses publiques mais d'un manque crucial de recettes !

Solidaires Finances Publiques propose de rétablir un équilibre budgétaire :

- en faisant de la fiscalité un véritable outil de répartition des richesses avec le rétablissement d'un impôt juste, progressif et redistributif,
- en revalorisant l'ensemble des salaires y compris ceux des fonctionnaires,
- en renforçant et réhumanisant l'ensemble des services publics.

Il faut stopper la politique de l'offre en matière fiscale et économique.

Aussi Solidaires Finances Publiques combattrait toutes nouvelles politiques d'austérité et leurs déclinaisons à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) .

D'ores et déjà, Solidaires Finances Publiques appelle à être massivement en grève et dans la rue le 1er octobre, journée de mobilisation interprofessionnelle !

Nous revendiquons :

- l'augmentation du SMIC, des salaires, l'indexation sur les prix
- l'abrogation de la réforme des retraites
- le développement des services publics (transports, santé, éducation, Poste, DGFIP...) sur tout le territoire.

L'heure n'est pas à la résignation ou au fatalisme !

Solidaires Finances Publiques sera plus que jamais au rendez-vous pour plus de justice fiscale, sociale et environnementale !